



Crise financière: Nos vulnérabilités

- 1,5 à 2 points de croissance en danger selon le CMC
- Les investissements directs étrangers
- Le transfert des MRE et l'apport du tourisme étranger

La tempête déclenchée par la crise financière est gigantesque mais, à l'échelle du Maroc, le choc semble jusqu'ici contenu. Jusqu'ici seulement, car la première et unique étude sur l'impact de cette crise financière sur le Maroc, que vient de réaliser le Centre marocain de conjoncture, balaie toutes les certitudes. Bien sûr, les experts du CMC n'y vont pas sans précaution. Ils parlent de perte probable de 1,5 à 2 points de croissance pour cette année.

L'étude du CMC fonde son argumentaire sur l'évolution de la conjoncture internationale dans les mois à venir. Pour les experts du centre, compte tenu des répercussions directes et indirectes de la tourmente financière, celle-ci devrait induire en toute probabilité un ralentissement significatif de l'activité et «la croissance à travers les trois canaux de transmission». La demande extérieure adressée à la production nationale, en liaison avec les développements de la conjoncture internationale. Ces canaux correspondent également aux flux d'investissements étrangers (IDE), qui étaient en moyenne de 5 milliards de dollars ces dernières années, et leur incidence sur le processus d'accumulation au plan interne et le développement des capacités de production.

Le CMC relève un troisième canal de contagion sur l'économie interne, les flux financiers en provenance de l'étranger, générés par les activités du tourisme ou encore les transferts des MRE. Valeur aujourd'hui, les statistiques ne permettent pas de se faire une idée nette sur l'impact de la crise financière mondiale. En tous les cas, il est trop tôt pour l'évaluer.

Ainsi, l'affaiblissement de la demande adressée à la production nationale «devrait se traduire dans un contexte inflationniste, compte tenu des paramètres d'élasticité correspondants par un repli de nos exportations, de la production et de l'emploi dans les secteurs les plus exposés dans les branches industrielles (agroalimentaire, textile et les IMME)», insistent les conjoncturistes. Le recul probable de l'afflux des IDE, qui ont atteint 36 milliards de dirhams en 2007, devrait, selon eux, renforcer la tendance au ralentissement de l'activité. Auquel cas, «un tel recul interviendrait après des avancées réelles enregistrées ces dernières années au plan de l'attractivité», relèvent-ils.

Autres facteurs impactant la croissance viendraient de la demande intérieure. Les analystes du CMC estiment que celle-ci devra inévitablement ressentir les effets de la crise, à travers la contraction probable des activités liées au tourisme. Explications. «Du fait du ralentissement de la croissance et des revenus dans les principaux pays émetteurs».

Dans ce volet, les activités potentiellement les plus vulnérables et exposées sont celles relatives au transport, à l'hébergement, à la restauration et aux activités de l'artisanat (1,7 milliard de DH capté par le secteur en 2007) et aux autres services.

Le même effet de recul devrait être relevé au niveau des activités dont la demande est liée aux transferts des MRE. Notamment les activités produisant des biens finis de consommation, ainsi que les activités liées à la construction de logements. Pour les experts du CMC, la consolidation des différents effets «permet d'évaluer l'incidence globale de la crise financière à une perte probable d'un point de croissance dans le court terme».

De même, l'affaiblissement de la demande extérieure dans un contexte inflationniste contribuera, selon le Centre marocain de conjoncture, à l'alourdissement du déficit commercial, qui a déjà franchi, au terme des 7 premiers mois de l'année, le seuil des 80 milliards de DH.

De ce fait, l'exécution du budget 2009 de l'Etat devrait, dans ces conditions, «faire paraître les déficits sensiblement plus importants que ceux des périodes antérieures».

Attention au déficit budgétaire!

Chez les conjoncturistes du CMC, il ne fait pas de doute que «le repli attendu de la croissance devrait se traduire par une pression plus forte sur les ressources de l'Etat qu'impliqueront les programmes de soutien au pouvoir d'achat et à l'activité au moment même où les recettes marquent un certain essoufflement».

Au chapitre de l'inflation, les conjoncturistes imputent le repli de l'activité au renchérissement des matières premières, des produits alimentaires et de l'énergie. «Le taux d'inflation devrait franchir le seuil de 4,5%, pour la première fois depuis plusieurs années», notent-ils. La baisse du prix du brut atténuerait-elle l'impact de la crise financière sur notre économie? Ce n'est pas une poussée de fièvre, «il faut s'attendre au pire».

Bachir THIAM